

SUD-FSE : POUR UN SYNDICALISME DE LUTTE RASSEMBLÉ

POUR UNE UNIVERSITÉ PUBLIQUE, GRATUITE, DE QUALITÉ ET OUVERTE À TOUTES ET TOUS



LISTE SOUTENUE PAR:

SOLIDAIRES, CLASHES, SUD EDUCATION, SUD RECHERCHE EPST, EPICES



POUR UN SYNDICALISME ÉTUDIANT DE LUTTE

Depuis cinq ans et les mouvements contre la Loi dite d'« égalité des chances » de 2006, contre la L.R.U. en 2007 et contre les réformes Péresse et Darcos de 2009, le syndicalisme étudiant de lutte, principalement incarné par SUD-Étudiant et la FSE, a acquis une certaine visibilité et crédibilité auprès des étudiant-e-s. La particularité de notre syndicalisme consiste à articuler une défense quotidienne des droits étudiants (inscriptions, bourses, examens, logements...) avec une pratique de lutte sociale collective et démocratique.

Les principes défendus au quotidien et dans les luttes ont en effet rencontré un écho favorable auprès de celles et ceux qui prennent part à la défense des droits étudiants. Des syndicats de lutte sont donc apparus dans un grand nombre d'universités, que cela soit dans les grandes villes ou celles de moindre envergure ainsi que dans les filières de sciences humaines, de sciences dures, de droits ou d'économie.

Nos deux organisations ont fait front commun grâce à un travail militant de terrain et à une politique unitaire que cela soit vers les étudiant-e-s, vers les enseignant-e-s ou vers les personnels BIATOSS, montrant que nous étions maintenant incontournables dans le mouvement étudiant. Cela a permis une efficacité réelle lors du lancement et de l'organisation des luttes, et notamment lors de la lutte contre la LRU en 2007 ainsi que lors du mouvement de 2009.

CONTRE LA SÉLECTION SOCIALE ET LA PRIVATISATION DE L'ENSEIGNEMENT !

Ces dernières années ont été l'occasion de nombreuses attaques contre l'université de la part du gouvernement et du patronat. La L.R.U., l'opération Campus, la création de PRES et les fusions d'université transforment les universités en entreprises, les mettent en concurrence les unes avec les autres, et favorisent les établissements déjà privilégiés. Ces réformes, tout comme les réductions de poste de titulaires et la mise en place du contrat doctoral dit « unique », institutionnalisent la précarité. Les personnels des universités deviennent des salarié-e-s jetables, à la merci des logiques comptables de chaque établissement, au détriment du service public d'enseignement supérieur. Le Plan licence et la réforme de la formation des enseignant-e-s vident les formations de leur contenu et détruisent les perspectives d'emploi stable pour les étudiant-e-s.

Nous savons que ces réformes imposées ne sont pas des réponses aux véritables problèmes de l'université : manque de moyens, injustice sociale, etc. Le désengagement budgétaire de l'État oblige les universités à cher-

cher de plus en plus de financements hors des sphères publiques. Cela se fait toujours au détriment des étudiant-e-s : parfois de manière directe, ils/elles sont contraint-e-s à payer des frais d'inscriptions exorbitants ; parfois de manière indirecte, ce sont les entreprises qui investissent des fonds en contrepartie d'un contrôle sur le contenu pédagogique des formations et sur l'orientation de la recherche.

Aujourd'hui, les enfants des classes populaires sont très peu nombreux/euses à accéder à l'université, ou à pouvoir y mener des études longues. Autant dire qu'il reste encore des luttes à mener pour une université véritablement ouverte à toutes et tous.

POUR UNE UNIVERSITÉ GRATUITE, PUBLIQUE ET OUVERTE À TOUTES ET TOUS

Parler d'une université ouverte à toute-s, pour nous cela signifie une lutte quotidienne contre les discriminations, les injustices et les inégalités.

Nous avons un rôle à jouer dans les luttes pour des conditions d'études décentes pour les sans-papiers, afin de garantir une égalité des droits entre étudiant-e-s français-es et étranger-e-s. Contre la politique de plus en plus répressive de l'État, nous revendiquons la régularisation de tou-te-s les sans-papiers, en particulier des étudiant-e-s, et nous nous battons pour faire valoir le droit de tout-e étudiant de s'inscrire à l'université, avec ou sans titre de séjour.

Nous constatons au quotidien que les femmes, majoritaires à l'entrée de la licence, sont de moins en moins nombreuses à l'entrée du master puis en doctorat. Nous constatons aussi que les femmes professeures sont encore rares. De plus, beaucoup d'étudiant-e-s et de personnels des universités sont victimes de harcèlement sexuel. Contre ces discriminations et ces violences, nous combattons toutes les formes de sexisme.

Enfin, nous combattons la sélection sociale. Chaque augmentation des frais d'inscription empêche les enfants des classes populaires d'accéder à l'université ; c'est pourquoi l'université doit être gratuite pour toutes et tous. Les étudiant-e-s qui sont obligé-e-s de se salarier sont également pénalisé-e-s dans leurs études. La plupart des étudiant-e-s ne peuvent se permettre, d'autre part, de faire des stages si ceux-ci ne sont pas correctement rémunérés. La professionnalisation des diplômes est aussi une arme destinée à précariser les salarié-e-s et à détruire leurs qualifications ; face à ces attaques nous cherchons à construire des liens interprofessionnels.

Nous n'acceptons pas que des individus soient pénalisés dans leur études du fait de leurs origines ethniques, sociales, de leur genre ou de leur sexualité. L'université doit être ouverte à toutes et tous, mais fermée aux intérêts privés, qu'ils soient économiques ou religieux.

QUELLE EST L'UTILITÉ D'UN SYNDICALISTE DE LUTTE AU CNESER ?

Comme les conseils centraux des universités, le CNESER ne sert qu'à donner une caution « démocratique » aux contre-réformes décidées par le gouvernement, quand il ne les prépare pas lui-même. C'est un organe de cogestion. Lorsqu'il s'oppose réellement aux projets du gouvernement, comme en décembre 2009 contre la mastérisation, le gouvernement n'en tient pas compte. Nous avons déjà eu l'occasion dans nos universités de constater que la présence de syndicalistes de lutte dans les conseils peut permettre de récolter un certain nombre d'informations en vue d'organiser plus efficacement les luttes étudiantes à venir. Nous faisons le pari qu'il puisse en être de même pour le CNESER puisque c'est là-bas que sont en général évoquées les lois, circulaires et réformes en préparation.

Être élu-e au CNESER permet d'acquérir le statut d'organisation représentative, ce statut n'est bien sûr qu'une illusion. La représentativité s'acquiert d'abord par notre travail quotidien dans les universités. Mais ce statut confère également des avantages matériels que nous souhaitons utiliser un maximum pour les mettre au service des luttes. Le CNESER représente un enjeu financier considérable, l'argent alloué aux syndicats pour chaque élu-e au CNESER serait ainsi autant que nous pourrions mettre au service des luttes étudiantes à venir.

Des syndicalistes de lutte au CNESER, ce sont des élu-e-s sans concessions qui apportent un soutien concret aux étudiant-e-s en les défendant au sein des instances disciplinaires, qui ont vu défilé nombre de grévistes ces dernières années. Il ne serait pas question non plus que les élu-e-s soient des acteurs/trices passifs/ves au sein du CNESER. Nous prenons l'engagement que cette présence sera enfin la possibilité pour tou-te-s les étudiant-e-s de faire entendre la voix des luttes de terrain au sein des différentes universités.



WWW.SUD-ETUDIANT.ORG

C'est pourquoi nous défendons fermement le service public d'enseignement supérieur, gratuit, démocratique et ouvert à toutes et tous.
Pour cela nous nous battons :



WWW.LUTTES-ETUDIANTES.COM

CONTRE LES RÉFORMES LIBÉRALES QUI VISENT À DÉMANTELER L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR :

- Abrogation de la L.R.U. et de ses décrets (modulation des services des enseignant-e-s-chercheurs/euses, contrat doctoral dit « unique »)
- Arrêt du plan licence
- Abrogation du décret sur la réforme de la formation des enseignant-e-s (mastérisation)
- Arrêt de la mise en concurrence des universités : opération Campus, PRES et fusions d'universités.

POUR UN RÉENGAGEMENT FINANCIER MASSIF DE L'ÉTAT :

- Embauche d'enseignant-e-s et de personnels titulaires à hauteur des besoins
- Rétablissement de tous les postes supprimés aux concours depuis quinze ans
- Un financement 100 % public de l'enseignement supérieur

POUR UNE DÉMOCRATISATION RÉELLE DE L'UNIVERSITÉ :

- Des moyens pour que chacun-e puisse suivre des études sans avoir à travailler et à subir la précarité
- Non à la sélection sociale

POUR LA PROMOTION DE LA DIVERSITÉ LINGUISTIQUE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (LANGUES « RÉGIONALES »...)

POUR QUE LE LIEN ENTRE LA RECHERCHE ET L'UNIVERSITÉ SOIT RÉAFFIRMÉ :

- Développement de la recherche publique : réinvestissement financier de l'État
- Non aux stages non rémunérés et exploitants
- Non aux intérêts privés dans la recherche
- Contre les fondations et le financement de la recherche par les entreprises

POUR L'ÉGALITÉ ENTRE ÉTUDIANT-E-S FRANÇAIS-ES ET ÉTUDIANT-E-S ÉTRANGER-E-S :

- Carte d'étudiant-e = titre de séjour
- Régularisation de tout-e-s les sans-papiers

DU 18 AU 29 JUIN, VOTEZ POUR LA LISTE SUD-FSE
Soutenue par : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES-CLASHES (Collectif de lutte contre le harcèlement sexuel dans l'enseignement supérieur) - SUD EDUCATION-SUD RECHERCHE EPST-EPICES